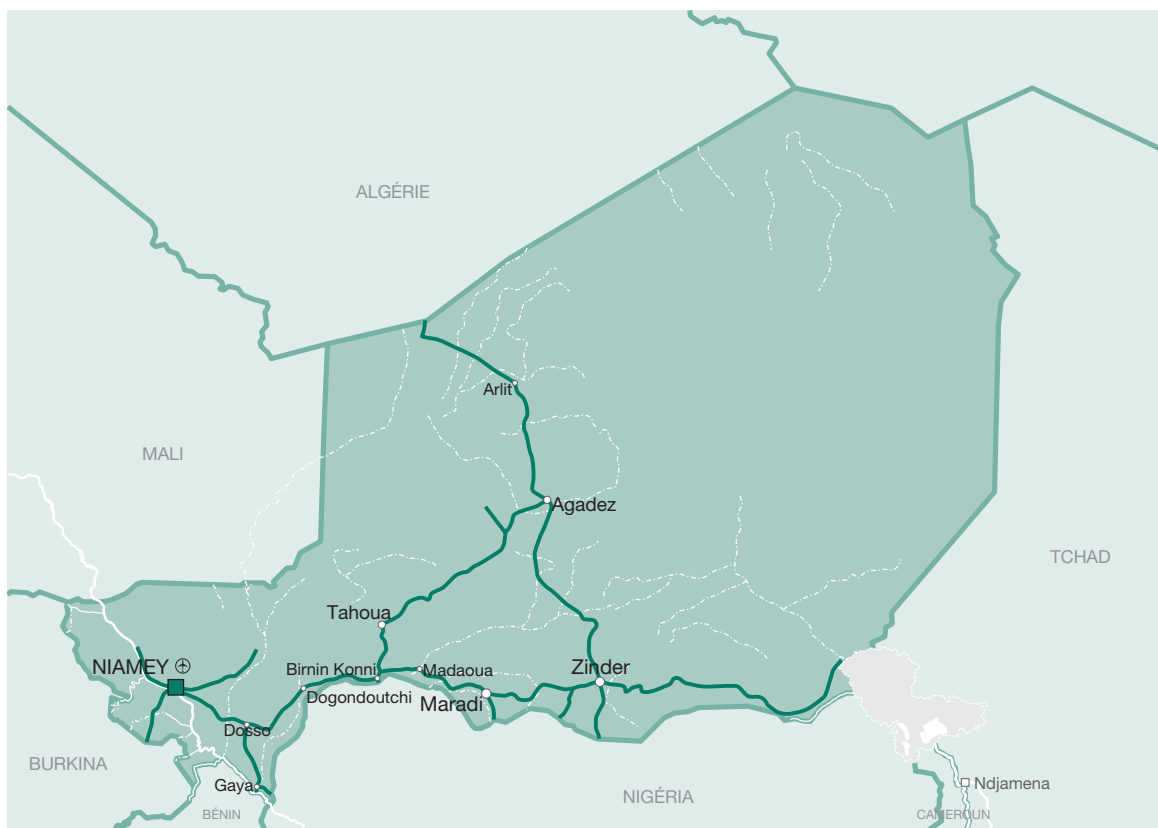








Niger
2011





 Aéroport
 Route principale

 Capitale (915 000 hab. 2007)
 plus de 100 000
 plus de 40 000
 plus de 20 000

0 km 70 140 210 km


Cette carte est fournie à titre illustratif et ne préjuge en rien du statut d'un territoire représenté sur cette carte ou de la souveraineté sur ce dernier.

Niger

Vue d'ensemble

En 2010, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel – estimée à 5.5 % – a été essentiellement tirée par le secteur agricole, qui a enregistré de bons résultats sur tout le territoire. Cette situation contraste avec celle de 2009 où, du fait d'une mauvaise pluviométrie, le PIB avait dégringolé à -1.2 %, contre 9.5 % en 2008, une année exceptionnelle. La croissance devrait s'établir à 4.9 % en 2011, avant de rebondir à 11.5 % en 2012 avec l'entrée en production de la mine d'uranium d'Imouraren, la plus grande d'Afrique.

La balance commerciale du Niger reste déficitaire. La mauvaise campagne agricole de 2009 n'a fait qu'aggraver la situation. Face à la crise alimentaire aiguë qui en a découlé, le pays a dû importer des denrées, notamment du riz (le principal produit de consommation), pour couvrir plus de 60 % de ses besoins.

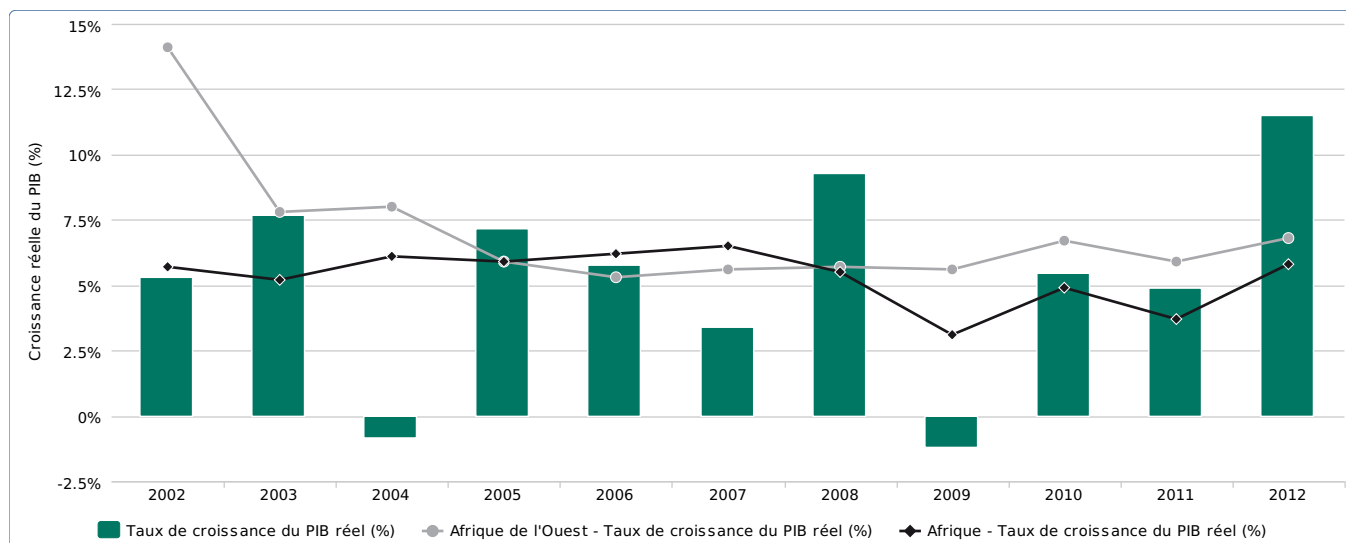
Le niveau général des prix, mesuré par l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) (base 100 en 2008) est ressorti à 98.6 % en avril 2010, contre 100.1 % en janvier et février et 98.2 % en mars. En variation mensuelle, les prix ont progressé de 0.4 % en mars 2010, une tendance qui s'est maintenue pour le mois d'avril 2010, avec une hausse estimée de 0.3 % du fait de l'augmentation de 0.9 % des prix alimentaires et des boissons non alcoolisées. Globalement, le taux d'inflation en 2010 est ressorti à 3.4 %, assez proche du seuil de convergence de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) fixé à 3 %. L'inflation demeure donc maîtrisée au Niger.

Sur la base du niveau de mobilisation des recettes fiscales actuelles, le taux de pression fiscale en 2010 est estimé à 14.1 % du PIB, contre près de 13.6 % en 2009. Quant aux dons, ils représentent 7.2 % du PIB en 2010 (situation jusqu'à fin septembre), à comparer aux 4.5 % de 2009 et aux 8.6 % de 2008. La tendance à la baisse des dons s'est amorcée depuis 2009, certains partenaires au développement ayant suspendu leur coopération quand le président a annoncé, à l'époque, sa volonté de prolonger son mandat au-delà du terme constitutionnel.

La situation monétaire a été affectée par l'assouplissement de la politique de la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), intervenu le 16 juin 2009 : les taux directeurs ont en effet été réduits de 0.5 %. Le taux d'escompte est passé de 6.75 à 6.25 % et le taux de pension de 4.75 à 4.25 %. Ces décisions ont relancé les crédits à l'économie en 2009 et 2010 et devraient avoir le même effet en 2011, du fait notamment de la reprise attendue des activités minières et pétrolières.

L'environnement des affaires au Niger n'est globalement pas favorable au développement du secteur privé. Les facteurs de blocage ne manquent pas : corruption, incohérence de certaines réglementations et de leur application, faiblesse institutionnelle, mais aussi problèmes d'accès au crédit et au foncier. Selon l'édition 2011 du rapport de la Banque mondiale *Doing Business*, le Niger occupe le 173^e rang sur 183 pays. Pour autant, les perspectives pour le secteur privé nigérien sont plutôt bonnes, eu égard aux dispositions envisagées dans le cadre de la stratégie de développement accéléré et de réduction de la pauvreté (SDRP), qui prévoit des actions conjuguées autour des quatre axes suivants : (i) renforcement du dispositif de soutien au secteur privé ; (ii) amélioration de l'environnement micro-économique des affaires ; (iii) amélioration du financement de l'économie ; et (iv) meilleure intégration dans le commerce régional et mondial.

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (W)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932412274>

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	-1.2	5.5	4.9	11.5
Inflation IPC	4.9	3.4	3.1	3.3
Balance budgétaire % PIB	-6.6	-3.2	-3.6	-1.8
Balance courante % PIB	-23.4	-18.1	-21	-17.6

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932414630>

Développements économiques récents et perspectives

Tableau 2 : Ventilation sectorielle du PIB (en pourcentage)

	2005	2009
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	45.9	43.2
Agriculture, élevage, pêche et exploitation forestière	-	-
dont agriculture	27	25.2
dont cultures vivrières	-	-
Mines et extraction	2.2	6.6
Mines, industries manufacturières et services d'utilité publique	-	-
dont pétrole	-	-
Industries manufacturières	6	5.5
dont hydrocarbure	-	-
Electricité, gaz et eau	1.2	1.4
Electricité, eau et assainissement	-	-
Construction	2.5	2.8
Vente en gros et de détail, hôtels et restaurants	15.9	15.2
dont hôtels et restaurants	1.5	1.5
Transports, entreposages et communications	7	6.8
Transport et stockage, information et communication	-	-
Finance, immobilier et services aux entreprises	3.8	3.6
Intermédiation financière, services immobiliers, services aux entreprises et autres services	-	-
Services des administrations publiques	9.3	9.6
Administration publique et défense, sécurité sociale, éducation, santé et travaux sociaux	-	-
Administration publique, éducation, santé	-	-
Administration publique, éducation, santé et autres services sociaux et personnels	-	-
Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires, sociaux et personnels	-	-
Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires et sociaux	-	-
Autres services communautaires, sociaux et personnels	-	-
Autres services	6.2	5.5
Produit intérieur brut aux prix de base / au coût des facteurs	100	100

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932415599>

La croissance du PIB réel en 2010 – estimée à 5.5 % – s’explique essentiellement par le dynamisme du secteur agricole. Après une année 2009 sinistrée (le PIB ayant connu une croissance négative, à -1.2 % alors même que l’année 2008 avait été exceptionnelle, à 9.5 %), la campagne hivernale de 2010 a été plutôt fructueuse et les récoltes abondantes sur toute l’étendue du territoire.

Le secteur industriel est dominé par les mines et l’exploitation de l’uranium, du charbon, de l’or et de l’argent. La production d’uranium, de 3 241 tonnes en 2009, s’est établie à respectivement 812 et 1 118 tonnes pour les deux premiers trimestres 2010, ce qui correspond à une tendance annuelle haussière de l’ordre de 20 %. La production de charbon est passée de 225 072 tonnes en 2009 à 80 222 tonnes au premier trimestre 2010 et 59 232 tonnes au deuxième trimestre, soit une progression annuelle tendancielle de 24 %. La production d’or, qui avait atteint 2 067 kilos en 2009, ressort à respectivement 549 et 630 kilos pour les deux premiers trimestres 2010. La croissance de la production aurifère observée en 2010 (14 %) devrait se poursuivre et même s’accélérer à partir de 2012. Tout le secteur industriel devrait d’ailleurs connaître une évolution similaire.

Le secteur tertiaire représente 40 % du PIB. Il enregistre une croissance réelle de 1.3 % en 2010, contre 4.6 % en 2009. Une contraction des services publics (-2.5 %) est venue en partie contrebalancer les performances du secteur informel (+8.3 %) et de la téléphonie (+4.6 %).

Les perspectives sont bonnes pour 2011, du fait notamment du retour du pays à une vie constitutionnelle normale après le coup d’État et la transition militaire qui ont marqué 2010. La croissance du PIB, estimée à 5.5 %, augure d’une reprise économique liée au rétablissement de la situation sociopolitique : l’élection en 2011 d’une nouvelle Assemblée nationale et d’un nouveau président de la République, à l’issue de scrutins unanimement salués pour leur transparence et leur respect des règles, parachèvent le processus démocratique. Les partenaires techniques et financiers (PTF) devraient également progressivement faire leur retour.

Les prévisions de la Direction générale des impôts (DGI) tablent sur des recettes fiscales de l’ordre de 16 % du PIB en 2011, contre 15.5 % en 2010. Un plan d’action prioritaire pour la rationalisation des dépenses publiques et la responsabilité financière sera mis en œuvre dans les années à venir avec les PTF. Ce plan prévoit, entre autres, la consolidation de l’interconnexion informatique budget-Trésor, le renforcement de la formation des responsables des divisions de passation des marchés au sein des ministères et la préparation des réformes fiscales de la DGI. Ces dernières concernent notamment la révision du plafond du remboursement des crédits de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) accordés aux exportateurs et de la taxe immobilière, pour éviter de frapper les outils de production.

Sur le plan industriel et minier, d’importants chantiers sont en cours, sous la tutelle de l’État et avec l’appui des partenaires extérieurs. Certains – comme la mise en exploitation de la raffinerie de Zinder et l’exploitation de la mine d’uranium d’Azélik – devraient se concrétiser en 2011. En revanche, l’exploitation de la mine d’uranium d’Imouraren, la plus vaste du continent, ne débutera que courant 2012.

Le gouvernement a également élaboré un ambitieux programme de réformes qui touche différents secteurs de l’économie. Plusieurs projets d’envergure sont en cours de réalisation pour renforcer les infrastructures de base, comme la construction du deuxième pont sur le fleuve Niger ou le démarrage très prochain de la construction du barrage hydroélectrique de Kandadji.

Tableau 3 : Composantes de la demande

	En pourcentage du PIB (à prix courants)		Pourcentages de variation, en volume			Contributions aux variations du PIB		
	2002	2009	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Formation brute de capital	17.3	29.3	5.7	12.6	17.7	2.1	4.7	7.1
Publique	4.4	7.8	2	20	25	0.2	1.9	2.7
Privée	12.9	21.5	7	10	15	1.9	2.8	4.4
Consommation finale	91.7	90.6	8.7	1.7	9.3	8.3	1.7	8.8
Publique	16.4	16.3	48	-18.5	2.6	8.9	-4.8	0.5
Privée	75.3	74.3	-0.8	9	11.1	-0.6	6.4	8.3
Secteur externe	-9	-19.9	-	-	-	-4.9	-1.5	-4.5
Exportations	15.4	19.5	-5.3	8.8	13.6	-1.2	1.7	2.8
Importations	-24.4	-39.4	6.9	5.9	13.2	-3.7	-3.2	-7.2
Taux de croissance du PIB réel	-	-	-	-	-	5.5	4.9	11.5

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932416568>

Politique budgétaire

L'assainissement et la modernisation de la gestion des finances publiques se poursuivent normalement. Le Niger a réalisé des efforts appréciables en 2009 et 2010 en termes de dette publique, intérieure et extérieure. Conformément aux critères de convergence de l'UEMOA, le ratio de la dette publique (intérieure et extérieure) rapporté au PIB est inférieur à 70 % : il s'est établi à 24.3 % en 2009 et à 24.2 % en 2010.

Avec une économie fortement dominée par le secteur informel et soumise à des facteurs exogènes tels que les aléas climatiques, le Niger est peu performant en termes de mobilisation de ressources internes, premier pilier du financement des dépenses de l'État, alors même que son appartenance à l'UEMOA lui impose un niveau minimum de 17 % du PIB. Le pays a donc des progrès à faire. D'importantes niches fiscales échappent encore au contrôle de l'administration fiscale, dont il faut poursuivre la modernisation. Cela passe notamment par l'informatisation de toute de la chaîne de gestion des dossiers fiscaux, le recrutement d'agents aux profils plus diversifiés, l'adoption de mesures fiscales souples ou encore la création d'un cadre de dialogue permanent entre l'administration fiscale et les contribuables.

Le taux de pression fiscale moyen est de l'ordre de 12 % sur la décennie 2000-2010. Pour l'année 2009, ce taux a tourné autour de 14 % du PIB, contre 11.4 % en 2008, et devrait s'établir à 14.1 % environ en 2010, en hausse par rapport à 2009. Ces résultats s'expliquent en partie par une campagne agricole assez satisfaisante. En 2011, dopées par le début de l'exploitation pétrolière et l'apparition d'activités connexes, les recettes fiscales devraient légèrement augmenter par rapport à 2010, ce qui porterait le taux de pression fiscale autour de 14.2 %.

À fin septembre 2010, les recettes budgétaires se sont établies à 273.9 milliards de francs CFA (XOF), en hausse de 3.4 % par rapport à 2009 à la même période. Par rapport à l'objectif du programme (269.2 milliards XOF), cela correspond à une augmentation de 4.7 milliards. Cette performance est essentiellement imputable à un meilleur recouvrement des recettes fiscales, évaluées à 268.3 milliards XOF à fin septembre 2010, contre 256.5 milliards un an auparavant, soit une hausse de 4.6 %. Les impôts et taxes sur les biens et les services ont augmenté de 15.4 % et les impôts sur le commerce extérieur de 18.9 %. Il faut cependant noter les moins-values enregistrées avec l'impôt sur les revenus (-22.9 %), dues à l'abattement consenti sur l'impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS). Par rapport aux objectifs fixés avec le Fonds monétaire international (FMI), ce montant représente néanmoins un mieux de 12.6 milliards XOF. Durant cette période, le niveau de la fiscalité intérieure a représenté 62.7 % des recettes fiscales, contre 37.3 % pour la fiscalité de porte, soit un renversement de la tendance observée dans les années 90 et au début des années 2000, où les recettes douanières étaient prépondérantes.

Les recettes fiscales se situeraient à 370.5 milliards XOF en 2010 contre 343.0 milliards en 2009, soit une augmentation d'environ 8 %, qui concerne aussi bien la fiscalité intérieure que la fiscalité de porte. En effet, les taxes sur le commerce international et les biens et services ont enregistré une plus-value de respectivement 14.3 et 7.4 milliards XOF par rapport aux prévisions. Les recettes provenant des impôts directs, notamment sur les revenus, continuent de baisser, affichant une moins-value de l'ordre de 11.5 milliards XOF par rapport à l'objectif du programme à fin septembre (73.7 milliards).

La tendance à la prédominance des impôts indirects sur les impôts directs dans la composition des recettes fiscales se poursuivra en 2011 et en 2012, avec la libéralisation de plus en plus prononcée des échanges mondiaux.

Les recettes non fiscales et des comptes spéciaux du Trésor sont essentiellement constituées de dividendes des sociétés minières. Elles ont atteint 10.9 milliards XOF à fin septembre 2010, soit une moins-value de 2.6 milliards par rapport l'objectif du programme. Ce recul pourrait être attribué à la baisse des amendes et de certains frais administratifs.

Le poids de la masse salariale publique par rapport aux recettes fiscales est également maîtrisé et reste dans la fourchette de 35 % fixée par l'UEMOA, puisqu'il ressort à respectivement 27.3 et 27.4 % en 2009 et 2010. Le gouvernement dispose ainsi de marges pour financer d'autres dépenses de développement.

Les dépenses totales et les prêts nets se sont élevés à 415.8 milliards XOF à fin septembre 2010, pour un objectif de 401 milliards. Il s'agit là d'un recul de 5.3 % par rapport à leur niveau de 2009 (439 milliards à fin septembre 2009 contre 415.8 milliards à fin septembre 2010).

À fin septembre 2010, les dépenses courantes se sont établies à 277.6 milliards XOF, contre 235.7 milliards en 2009 à la même période, soit une hausse de 17.8 %. Le rythme d'exécution de ces dépenses a augmenté entre juin et septembre 2010. Ainsi, le poste « traitements et salaires » est passé de 48.7 milliards à fin juin (pour une prévision de 70.2 milliards) à 80.4 milliards (contre 84.6 milliards prévus). Les postes « matériels et fournitures » (71.1 milliards XOF) et « subventions et transferts » (106.6 milliards XOF) ont connu une évolution

largement à la hausse par rapport aux niveaux fixés dans le programme (respectivement 58.5 et 62.9 milliards). Pour le poste « subventions et transferts », cela tient essentiellement aux différés d'impôts et à la rémunération (pécules) des milliers de volontaires recrutés par l'État, notamment dans le domaine de l'éducation et de la santé, qui n'ont pas un statut de fonctionnaires mais de contractuels.

Les dépenses d'investissement se sont élevées à 138.2 milliards XOF à fin septembre 2010, pour un objectif de 179.7 milliards, contre 203.4 milliards un an plus tôt, soit une baisse de 32 %. Cette évolution est le résultat d'un repli des dépenses en capital sur financement interne (-37.9 %) et des dépenses en capital sur ressources extérieures (-27.3 %). Pour toute l'année 2010, les dépenses en capital sont estimées à 294.1 milliards XOF.

Les soldes budgétaires se sont dégradés. Le solde global (base engagement) s'est ainsi établi à -134.2 milliards XOF, pour un objectif de -131.8 milliards, et le solde de base à -52.8 milliards XOF (contre -38.1 milliards XOF prévu dans le programme). Quant au solde de base hors PPTÉ (Initiative pour les pays pauvres très endettés), il atteint -52.5 milliards XOF, pour un objectif de -29.6 milliards. Le déficit base caisse se situe quant à lui à 153.2 milliards XOF, pour un objectif de 143.8 milliards. Enfin, les arriérés de paiements intérieurs ont enregistré une réduction nette de 8.7 milliards XOF, pour un objectif de 12 milliards.

Alors que les prévisions tablaient sur un financement extérieur de 93.2 milliards XOF à fin septembre 2010, celui-ci a atteint 119 milliards. Les dons ont représenté 103.9 milliards, contre 60.2 milliards prévus. Le financement intérieur se situe à 34.1 milliards XOF à fin septembre 2010, permettant ainsi de respecter l'objectif du programme, qui impose un maximum de 50.6 milliards.

Le projet de budget pour l'année 2011 est construit à partir du cadrage macroéconomique 2011-2013 et du cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) qui en a découlé. Un CDMT global a été élaboré en 2009, qui sert de base à l'élaboration des CDMT sectoriels et de tous les autres programmes de dépenses étatiques. Des ministères sectoriels comme la santé, l'éducation ou le développement rural ont également élaboré leur CDMT, en fonction des indications et des contraintes dégagées dans le CDMT global.

Le budget 2011 prend également en compte les engagements du pays par rapport aux critères de convergence de l'UEMOA, ceux du programme de politiques économiques et financières conclu avec le FMI et ceux des programmes signés avec les autres partenaires au développement.

L'État poursuit cinq grands objectifs en matière de dépenses : (i) assurer la qualité de la dépense publique ; (ii) renforcer les capacités des structures chargées du contrôle de l'exécution des dépenses publiques et de la passation des marchés publics ; (iii) renforcer la lutte contre la corruption ; (iv) poursuivre l'apurement des arriérés de l'État, notamment vis-à-vis des institutions financières, afin d'éponger la dette intérieure ; et (v) résorber le différé sur les prix des produits pétroliers pendant une période n'excédant pas trois ou quatre mois, à compter du mois de janvier.

En outre, le gouvernement prévoit d'engager d'importants investissements dans les domaines prioritaires fixés dans la Constitution et de poursuivre les grands chantiers de développement. Le budget 2011 en tient compte, afin d'accélérer la réalisation des investissements nécessaires à la croissance et au développement, tout en préservant la soutenabilité de sa situation budgétaire.

Au final, la politique budgétaire en 2010 a été pour une large part restrictive, du fait essentiellement de la faible mobilisation des ressources auprès des PTF par rapport aux niveaux habituels. Ce resserrement est consécutif à l'irruption de militaires dans l'arène politique, à la suite du coup d'État militaire du 18 février 2010. Cette nouvelle a suscité une certaine méfiance des PTF du Niger vis-à-vis des nouvelles autorités, d'où le gel immédiat d'importants programmes d'appui financier.

En 2011 et 2012, étant donné que toutes les échéances électorales prévues en 2010 et début 2011 ont été tenues, la politique budgétaire pourrait changer de cap, du fait non seulement de la reprise économique (poids du secteur minier et pétrolier), mais aussi du redémarrage de la coopération financière avec bon nombre de PTF. Cela devrait donner lieu, toutes choses égales par ailleurs, à un accroissement des dépenses d'investissement dans les secteurs prioritaires que sont l'éducation, la santé et le développement rural.

Tableau 4 : Opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Recettes totales (avec dons)	15.8	20.8	25.1	18.9	22.1	23.6	25.8
Recettes fiscales	9.7	11.3	11.4	13.6	14.1	14.2	13.7
Recettes pétrolières	-	-	-	-	-	-	-
Dons	5	5.8	7	4.5	7.2	8.6	11.2
Autres revenus	1.1	3.7	6.7	0.8	0.8	0.8	0.8
Dépenses totales (et prêts nets) (a)	18.6	21.7	23.7	25.5	25.3	27.2	27.6
Dépenses courantes	10.8	11.6	12	12	11.9	11.7	10.5
Sans les intérêts	9.3	11.3	11.7	11.8	11.6	11.4	10.2
Salaires	3.7	3.5	3.5	3.8	3.6	3.6	3.3
Biens et services	3	3	2.6	3.4	3.5	3.4	3.1
Intérêts	1.5	0.3	0.2	0.2	0.3	0.3	0.2
Dépenses en capital	7.8	10.1	11.8	13.5	13.4	15.5	17.1
Solde primaire	-1.3	-0.6	1.6	-6.4	-2.9	-3.3	-1.6
Solde global	-2.8	-0.9	1.4	-6.6	-3.2	-3.6	-1.8

a. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont détaillés.

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932417537>

Politique monétaire

L'évolution de l'indice IHPC a été erratique en 2009 : celui-ci est en effet passé de 0 point en janvier à 1.2 point entre février et mars, avant de sensiblement reculer à partir d'avril 2009, à -1.8 point puis à -3.4 points en mai. S'il s'est redressé à partir de juin (-0.7 point) et à nouveau en juillet (-0.3 point), il a connu sa plus forte variation en septembre, à 3.3 points.

Au premier semestre 2010, l'évolution de l'indice IHPC a de nouveau été assez remarquable : de 0 point en janvier à -1.90 point en février, puis un rebond à 2.54 points en avril - le record de l'année - avant de connaître une stabilisation à partir de juillet, autour de 0 point.

En glissement annuel, l'analyse des statistiques monétaires de la BCEAO fait ressortir une baisse du niveau de l'inflation de janvier à décembre 2009, de 11.8 à 3.1 %. En 2010, seul le dernier trimestre a été marqué par un niveau d'inflation relativement élevé, de sorte que la moyenne annuelle devrait s'établir à 3.4 %, légèrement au-delà de la norme communautaire de 3 %.

Le Niger est un pays traditionnellement peu inflationniste et il s'écarte rarement et significativement du critère de convergence de l'UEMOA. Cela s'est confirmé en 2010 et cela devrait perdurer en 2011 même si, avec la mise en exploitation de la raffinerie de pétrole de Zinder et des activités indirectes qui pourraient se développer, l'inflation pourrait dépasser quelque peu les 3 %.

L'institut d'émission communautaire, la BCEAO, a pris d'importantes mesures en 2009 avec comme objectif fondamental d'assouplir la politique monétaire. Cela s'est traduit par une révision à la baisse, de 50 points de base, des taux directeurs. Le taux d'escompte est ainsi passé de 6.75 à 6.25 % et le taux de pension de 4.75 à 4.25 %. Quant au coefficient de réserves applicable aux banques, il est passé de 9.8 à 9 %. Ces mesures sont de nature à influencer les comportements des agents économiques et, par conséquent, auront des effets sur les

différents agrégats monétaires, comme les crédits bancaires, les avoirs extérieurs nets, la masse monétaire ou la position nette du gouvernement.

L'année 2009 a été marquée par un repli des avoirs extérieurs nets, qui sont passés de 253 milliards XOF au premier trimestre à 193.8 milliards au quatrième trimestre. Cette tendance s'est poursuivie jusqu'au premier trimestre 2010, avant la hausse enregistrée au deuxième trimestre. Nous ne disposons pas de données pour le reste de l'année 2010 ni d'éléments prévisionnels pour 2011.

Les crédits à l'économie ont augmenté de près de 19 % en 2009 par rapport à 2008. Cette reprise s'est poursuivie en 2010, en dépit d'un contexte sociopolitique difficile. Les perspectives pour 2011 tablent sur une relance, liée au retour à une vie constitutionnelle normale, mais aussi à l'exploitation de nouvelles opportunités économiques, principalement dans les secteurs minier et pétrolier.

L'évolution de la masse monétaire a été en phase avec celle des crédits à l'économie en 2010 et cette tendance haussière devrait se maintenir en 2011, compte tenu de la présence des mêmes facteurs explicatifs.

Position extérieure

Le déficit commercial du Niger s'est creusé en 2010, à -15.3 % du PIB. Cette contreperformance s'explique par une augmentation des importations de 20 % par rapport à 2009, à imputer essentiellement aux produits énergétiques (hydrocarbures et électricité) (+42 %) et aux produits céréaliers (+89.7 %). De leur côté, les exportations ont progressé de près de 13 % par rapport à 2009, dopées par le secteur uranifère, en hausse de 33 % par rapport à 2009, grâce surtout à l'amélioration de la production de la Société des mines de l'Aïr (Somaïr). Ces bons résultats tiennent aussi à la production d'or, qui a progressé de pratiquement 50 % par rapport à son niveau de 2009.

Les prévisions pour 2012 tablent néanmoins sur une réduction du déficit du solde de la balance commerciale, à 13.1 % du PIB. Les autorités anticipent en effet une amélioration sensible des exportations de produits miniers, notamment l'uranium avec le projet Somaïr 3000 (qui vise une production de 3 000 tonnes à l'horizon 2012), et des exportations d'oignon (le violet de Galmi), dont la hausse est estimée à 8 %, en raison d'une forte demande pour ce produit réputé. Mais elles projettent aussi un fléchissement du taux de croissance des importations de 4.2 % par rapport à 2010. La bonne campagne agricole de 2010 a permis de réduire les importations de produits céréaliers de 33.5 %.

Le déficit de la balance des transactions courantes s'est dégradé, passant de 581.3 milliards XOF en 2009 à 663 milliards en 2010, soit une détérioration de 14 %. Les prévisions parient néanmoins sur une légère réduction, de 0.5 %, en 2011. Cette amélioration pourrait s'expliquer par une hausse substantielle des exportations et des transferts courants sur la période 2010/2011.

La tension politique consécutive à l'avènement de la 6^e République, en août 2009, a provoqué des réactions de méfiance chez la quasi-totalité des partenaires économiques, au premier rang desquels l'Union européenne (UE) et les États-Unis. De nombreux accords de coopération technique et économique ont été suspendus sachant, qu'à l'instar des autres pays de l'UEMOA, le Niger n'a pas encore ratifié les accords de partenariat économique (APE). Dans l'immédiat, le Niger bénéficie encore de l'initiative « Tout sauf les armes », qui lui offre un accès libre aux marchés de l'UE.

En dépit de la crise financière et des remous politiques en 2010, les investissements directs étrangers (IDE) vers le Niger ont connu une augmentation très appréciable, de 43 %, passant de 345.6 milliards XOF en 2009 à 495.3 milliards. Cela tient probablement au fait que le français AREVA et les chinois *China National Petroleum Corp* (CNPC) et CNIUC ont maintenu leurs engagements à investir dans les secteurs minier et pétrolier. Les projections pour 2011 font cependant ressortir une légère tendance baissière, de l'ordre de -5.6 %.

Les investissements de portefeuille ont également connu une augmentation très marquée en 2010, de 237 % par rapport à 2009, passant de 2.9 à 9.8 milliards XOF. Le développement relatif du secteur des télécommunications et des banques est à l'origine de cette évolution, qui ne devrait pas perdurer en 2011. Les prévisions annoncent en effet un fléchissement de l'ordre de -1.5 %.

Pour espérer atteindre leurs objectifs, les autorités devront agir sur plusieurs fronts : une amélioration significative de l'environnement des affaires par le toilettage du code d'investissement, la diversification des partenaires, la promotion des secteurs susceptibles d'attirer les investissements étrangers et, surtout, la stabilité politique. Les facteurs de risque du pays doivent être minimisés pour permettre au marché de fonctionner efficacement et pour renforcer l'intégrité des règles et disciplines relevant du code de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA).

Après avoir culminé à plus de 1 100 milliards XOF en 2002, la dette extérieure a connu une baisse remarquable jusqu'en 2006, sous l'effet conjugué de multiples initiatives d'allègement de la dette, parmi lesquelles l'Initiative

PPTTE dont le Niger a atteint le point d'achèvement. Cependant, l'encours connaît une lente remontée depuis 2007 et se situe à près de 476 milliards XOF en 2009. Le service de la dette a connu une évolution similaire, mais un peu moins marquée : de plus de 60 milliards XOF en 2001, il est retombé à 13 milliards en 2009, avec quelques fluctuations entre 2003 et 2005.

L'aide publique au développement (APD) a dégringolé d'environ 25 % en 2009, un mouvement qui s'est poursuivi en 2010 : au mois d'août, son niveau avait en effet baissé de près de 26 % par rapport à août 2009. C'est là une conséquence directe de la suspension des aides bilatérales et multilatérales qui a suivi l'avènement de la 6^e République. Cependant, contrairement à l'aide projet, le soutien budgétaire a connu une hausse remarquable de plus de 600 % en 2010, passant d'un peu moins de 6 milliards XOF en 2009 à 43.1 milliards. Le niveau des prêts a lui aussi augmenté de 25.6 % par rapport à 2009, ce qui traduit le souhait des partenaires au développement d'accompagner le régime de transition. La volonté des autorités militaires d'assurer le retour à la démocratie, avec notamment l'organisation du referendum du 31 octobre 2010, la promulgation de la Constitution consensuelle de la 7^e République et le respect du calendrier des échéances électorales législatives et présidentielles, est susceptible de favoriser une reprise effective de l'APD en 2011. Le nouveau chef de l'État, qui a remporté le second tour des élections présidentielles le 12 mars 2011, devrait être investi en avril 2011. Fait suffisamment rare en Afrique pour être mentionné, le candidat malheureux a reconnu sa défaite et félicité officiellement le vainqueur.

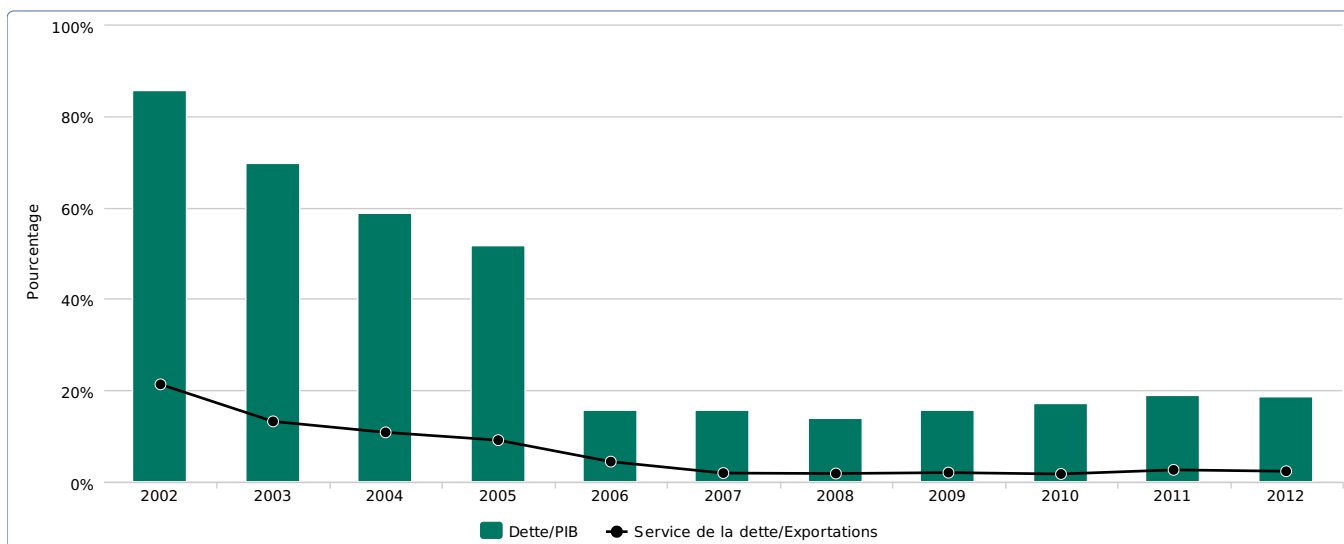
Tableau 5 : Comptes courants (en pourcentage du PIB)

	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Balance commerciale	-4.3	-5.9	-8.1	-11.8	-15.3	-15.4	-13.1
Exportations de biens (f.o.b.)	13	15.5	17	16.4	14.5	15.9	17.7
Importations de biens (f.o.b.)	17.3	21.3	25.1	28.1	29.9	31.2	30.7
Services	-4.7	-6.6	-8.8	-13.9	-10.2	-9.4	-8
Revenu des facteurs	-1.1	0	-0.4	-0.5	-0.5	-0.6	-0.3
Transferts courants	2.5	4.3	4.3	2.7	7.9	4.4	3.7
Solde des comptes courants	-7.7	-8.2	-13	-23.4	-18.1	-21	-17.6

Source : Données de la Banque centrale et des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932418506>

Figure 2 : Part de l'encours de la dette extérieure dans le PIB et ratio du service de la dette sur les exportations (en pourcentage)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932412274>

Questions structurelles

Développement du secteur privé

Conformément à la SDRP 2008-2012, le secteur privé est l'un des moteurs de la croissance économique du Niger. Le secteur privé moderne est de taille modeste : selon les estimations, environ 600 entreprises emploient un peu plus de 8 000 personnes et distribuent une masse salariale de quelque 15.3 milliards XOF, soit environ un tiers de celle de la fonction publique. Les activités industrielles et manufacturières formelles, qui emploient près de 2 000 personnes, sont extrêmement réduites (environ une entreprise sur dix) et peu productives. Ces entreprises sont particulièrement affectées par la concurrence des importations frauduleuses et illégales, la réduction des barrières tarifaires et non tarifaires dans le cadre de l'intégration sous-régionale et leur forte dépendance à l'égard des intrants importés – sans oublier leur manque d'ancrage dans le tissu économique local.

Le secteur privé informel contribuerait à hauteur de 30 % (hors agriculture) à l'économie. Si l'on y inclut le secteur rural, l'économie informelle représente près de 75 % de la production du pays. Depuis 1998, le secteur informel a progressé de 4 % par an, nourri par des activités commerciales liées aux échanges transfrontaliers.

Il ressort de l'enquête sur l'environnement des affaires au Niger que les entreprises opèrent au sein d'un cadre macroéconomique souvent contraignant. Les obstacles sont connus : forte corruption, incohérence des réglementations et de leur application, faible efficacité de l'appareil judiciaire, méconnaissance des règles du commerce international chez les opérateurs économiques, fiscalité relativement lourde et mal appliquée, faible accès aux sources de financement et coûts élevés des crédits, méconnaissance du dispositif fiscal nigérien, inadaptation des structures de financement, insuffisance des structures de support au développement des activités économiques, faible capacité des opérateurs du point de vue des compétences techniques et des aptitudes en gestion et, enfin, forte concurrence du secteur informel.

Pour remédier à cette situation, la SDRP préconise une stratégie en quatre volets : ⁽ⁱ⁾ renforcement du dispositif de soutien au secteur privé ; ⁽ⁱⁱ⁾ amélioration de l'environnement microéconomique des affaires ; ⁽ⁱⁱⁱ⁾ amélioration du financement de l'économie ; et ^(iv) meilleure intégration dans le commerce régional et mondial.

Autres développements récents

L'année 2010 aura été une année de transition militaire, une situation en général peu propice à des réformes structurelles profondes. Mais, pour l'essentiel, les réformes engagées ont été poursuivies. Les nouvelles autorités ont toutefois été immédiatement confrontées à une grave crise alimentaire concomitante à la mauvaise campagne agricole : près de la moitié de la population a été affectée par l'insécurité alimentaire. Cette réalité a donné un coup d'accélérateur à la réforme du secteur agricole, notamment à travers la réorganisation de l'Office des produits vivriers du Niger (OPVN), le renforcement du stock de sécurité alimentaire et la création de la Banque agricole du Niger (Bagri).

La Bagri devra apporter une réponse durable, professionnelle et structurelle à l'insécurité alimentaire qui sévit de façon chronique dans le pays. Elle aura également pour mission de contribuer de façon significative à l'accroissement des capacités productives nationales et à un développement économique endogène basé sur la promotion des industries agroalimentaires. À brève échéance, elle devrait fonctionner en binôme avec une structure de commercialisation des produits agricoles. La préoccupation première demeure l'autosuffisance alimentaire, avec des mesures de renforcement des actions déjà mises en œuvre pour la relance de la production agricole.

Partenaires économiques émergents

Le Niger entretient de longue date des relations diplomatiques avec les puissances émergentes, notamment la Chine, l'Iran et le Pakistan. Si les relations avec ces deux derniers pays se limitent pour l'essentiel à la sphère diplomatique, il n'en va pas de même avec la Chine. Depuis quelques années, ce pays monte en puissance et est en passe de ravir à la France la place de premier partenaire économique et commercial, suivant en cela la dynamique des relations commerciales sino-africaines.

Au Niger, un contrat de production pétrolière sur le bloc d'Agadem (au Nord du pays) a été accordé en 2008 à la firme chinoise CNPC, pour un investissement global de 5 milliards USD. L'accord couvre la construction d'une raffinerie (600 millions USD), d'une capacité d'un million de tonnes par an, et d'un pipeline pour l'alimenter (300 à 400 millions USD). L'investissement pour la raffinerie repose sur un contrat de partage de production (CPP). Ce projet devrait créer quelque 4 500 emplois. La raffinerie, d'une superficie de 4 km², aura une capacité de traitement de 20 000 barils par jour (bpj), soit 13 000 bpj de plus que les besoins actuels du marché local.

Par ailleurs, la *China Nuclear Engineering and Construction Corporation* (CNEC) prospecte de l'uranium à Tiguidan Tessoum, dans le Nord. Avec la constitution de la Société des mines d'Azélik (Somina), la production – estimée à 700 tonnes par an – a débuté fin 2010. La Chine a accordé un prêt préférentiel au Niger pour qu'il puisse participer aux activités de la Somina, dont il détient 33 %. Ce prêt s'élève à 650 millions de yuans (CNY) (95 millions USD) et est remboursable sur 15 ans, avec un délai de grâce de 5 ans pour un taux d'intérêt de 2 %.

La Chine est également très active dans la coopération au développement, dans les domaines de la santé, des infrastructures, de la mise en valeur des ressources naturelles, de l'éducation et de la formation professionnelle. Elle a ainsi contribué à la construction d'un pont à double voie de circulation sur le fleuve Niger, pour un coût global estimé à plus de 40 millions USD. En 35 ans de coopération, la Chine a déjà fourni une cinquantaine de projets d'assistance publique, dont 15 missions médicales pour un total de 400 médecins.

La Chine a par ailleurs annulé des dettes bilatérales, pour 180 millions CNY, soit l'équivalent de 11.52 milliards XOF. Entre 2006 et 2009, elle a accordé au Niger des dons pour un montant de 350 millions CNY et ouvert des lignes de crédit sans intérêt de 20 millions CNY, soit respectivement 22.4 et 1.28 milliard XOF.

Nonobstant tous ces acquis, la société civile appelle avec de plus en plus d'insistance à une transparence accrue dans la gestion des relations sino-nigériennes, en particulier dans les domaines du pétrole et des mines. Le Niger manque en effet de capacités et d'expertise pour négocier au mieux de ses intérêts et suivre adéquatement la mise en œuvre dans ce qui apparaît comme une relation déséquilibrée.

Contexte politique

L'année 2010 a été marquée par l'arrivée au pouvoir, le 18 février, du Conseil suprême pour la restauration de la démocratie (CSRD), dirigé par des militaires, à la suite d'un coup d'État. Ce coup était la conséquence directe de la détérioration du climat politique lié à l'avènement, peu consensuel, de la 6^e République en août 2009. Dès son entrée en fonctions, le CSRD a nommé un Premier ministre civil chargé de coordonner l'action du gouvernement de transition. Il a par ailleurs installé un Conseil consultatif national, auquel il a confié la rédaction d'une nouvelle Constitution. Les autorités de transition s'étaient fixé trois objectifs fondamentaux : la restauration de la démocratie, l'assainissement de la gestion des finances publiques et la réconciliation des Nigériens.

Le premier objectif est largement atteint pour l'instant, du fait notamment de l'organisation réussie du référendum du 31 octobre 2010 par la Commission électorale nationale indépendante (CENI) et de la promulgation de la Constitution de la 7^e République, le 25 novembre, par le chef de l'État, le général Djibo Salou. Outre ce référendum, la CENI a su mener à bien l'organisation des échéances électorales (locales, régionales, législatives et présidentielles) durant le 1^{er} trimestre 2011, qui vont aboutir à l'installation des nouvelles autorités civiles élues en avril 2011.

La mise en place d'une Commission de lutte contre la délinquance économique, financière et fiscale et pour la promotion de la bonne gouvernance semble bien augurer de la réalisation du deuxième objectif. Elle a jusqu'ici permis de recouvrer quelque 4.7 milliards XOF. Même si elle ne parvient pas à récupérer tous les deniers publics détournés, elle aura le mérite de donner un signal fort.

Enfin, deux organes ont été créés pour permettre aux Nigériens d'œuvrer à la préservation de l'unité nationale et de protéger les intérêts fondamentaux du pays : le Conseil consultatif national, qui a un caractère inclusif et participatif, et la Haute Autorité à la réconciliation et à la consolidation de la démocratie.

Outre l'effort d'assainissement du climat politique, les autorités de transition ont dû gérer une grave crise alimentaire, heureusement jugulée grâce à la solidarité nationale et internationale. Aussi, malgré ces différents aléas, le Niger est en train de retrouver la confiance de ses partenaires extérieurs.

Contexte social et développement des ressources humaines

L'évolution des principaux indicateurs économiques et sociaux du Niger atteste de progrès significatifs accomplis ces dernières années. Ces bons résultats tiennent notamment à la stabilisation du cadre macroéconomique et aux efforts visant à améliorer les conditions de vie des populations. Pour autant, ils n'ont pas débouché sur une réduction sensible de la pauvreté ni une amélioration tangible de certains indicateurs liés aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Au vu de la tendance actuelle, le Niger aura du mal à réaliser tous les objectifs à l'horizon 2015, d'où la nécessité pour le pays d'agir résolument pour accélérer le rythme des progrès. Certains OMD seront néanmoins probablement atteints, en matière d'éducation pour tous, de réduction de la mortalité infantile, de lutte contre le VIH/sida et la tuberculose mais aussi d'accès à l'eau potable - sous réserve que les efforts actuels soient maintenus et poursuivis. Un immense travail reste à faire pour provoquer un recul sensible de la pauvreté et de la mortalité maternelle.

Par ailleurs, l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative PPTTE et l'admission récente au programme du Millenium Challenge Account (MCA), quoique temporairement gelé, augurent bien des résultats.

La situation sanitaire générale du Niger donne des raisons d'espérer. Grâce aux interventions du gouvernement et de ses partenaires dans le domaine de la santé, l'espérance de vie se situe désormais à 57.2 ans (chiffres de 2007). Cette performance est à mettre au crédit de l'évolution remarquable des indicateurs sociodémographiques sur la vaccination, la nutrition et l'accès aux soins de santé de la population. Sans oublier les initiatives positives de l'État pour assurer la gratuité de soins aux enfants de moins de cinq ans et, pour les mères, des césariennes et du traitement du cancer du sein et du col de l'utérus.

Les indicateurs de développement humain restent médiocres, d'autant que le Niger affiche l'un des taux brut de scolarisation les plus faibles du monde, à 31.8 % en 2007 tous niveaux confondus.

Le Niger a été admis au cadre d'accélération des OMD lors du dernier sommet des Nations Unies, qui s'est tenu à New York du 20 au 22 septembre 2010 et qui était consacré à l'examen des progrès obtenus pour l'atteinte des OMD. Au regard du caractère récurrent de l'insécurité alimentaire au Niger, les autorités ont choisi de se focaliser sur l'OMD 1, qui vise à « éliminer l'extrême pauvreté et la faim ».